



Assemblée générale

Distr. générale
10 novembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 163 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général (A/53/454) sur le financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (MONUSIL). Durant l'examen de ce rapport, le Comité a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des informations complémentaires.

2. Le Comité consultatif note que, par sa résolution 1181 (1998) du 13 juillet 1998, le Conseil de sécurité a créé la MONUSIL pour une période initiale de six mois, soit jusqu'au 13 janvier 1999.

3. Le Comité consultatif rappelle qu'avant la création de la MONUSIL, des crédits inscrits au budget ordinaire avaient été utilisés pour financer les dépenses du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Sierra Leone. Le Comité a été informé que, pour l'année 1998, un crédit d'un montant brut de 889 100 dollars (montant net : 827 800 dollars) avait été ouvert par l'Assemblée générale, conformément à sa résolution 52/221 du 22 décembre 1997. Au 30 octobre 1998, les dépenses imputées sur ce crédit pour la période du 1er janvier au 12 juillet 1998 représentaient un montant estimatif brut de 659 100 dollars (montant net : 588 600 dollars), ce qui laissait prévoir un solde inutilisé d'un montant brut de 230 000 dollars (montant net : 239 200 dollars). Le Comité

note que ce montant est distinct de ceux qui sont demandés pour le financement de la MONUSIL.

4. Le Comité consultatif rappelle que, par sa résolution 1162 (1998) du 17 avril 1998, le Conseil de sécurité a décidé de déployer en Sierra Leone, pour une période de trois mois, avec effet au 17 avril 1998, un groupe de liaison militaire des Nations Unies et de conseillers pour les questions de sécurité, placé sous l'autorité de l'Envoyé spécial du Secrétaire général et comprenant 10 membres au maximum. Le fonctionnement de ce groupe devait être financé par prélèvement sur le Fonds de roulement, conformément à la résolution 52/223 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1998-1999, en date du 22 décembre 1997. Le 19 mai 1998, le Comité a approuvé une demande tendant à engager des dépenses dont le montant brut ne dépasserait pas 711 800 dollars (montant net : 699 000 dollars). En vertu de l'autorisation prévue à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 52/223 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a contracté des engagements supplémentaires d'un montant brut de 540 700 dollars (montant net : 521 200 dollars), ce qui a porté le total des engagements de dépenses autorisées à cette fin à un montant brut de 1 252 500 dollars (montant net : 1 220 200 dollars). Les dépenses imputées sur ce total pour la période du 17 avril au 12 juillet 1998 sont actuellement estimées, en chiffres

bruts, à 783 700 dollars (montant net : 768 100 dollars), ce qui laisse un solde inutilisé d'un montant estimatif brut de 468 800 dollars (montant net : 452 100 dollars) (voir A/53/454, annexe I, col. 3).

5. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 3 de son rapport, pour couvrir les dépenses immédiates et essentielles liées à l'établissement et à la mise en train des opérations de la MONUSIL, le Comité consultatif l'avait autorisé à engager des dépenses jusqu'à concurrence d'un montant brut de 10 624 200 dollars (montant net : 10 409 500 dollars) pour une période de quatre mois allant du 13 juillet au 13 novembre 1998 (voir l'annexe ci-après). Le Comité a été informé que, selon des estimations préliminaires, au 30 septembre 1998, sur le montant total de l'engagement autorisé, un montant de 1 440 900 dollars avait été dépensé.

6. Dans le rapport à l'étude, le Secrétaire général présente les prévisions de dépenses au titre de l'établissement et du fonctionnement de la MONUSIL pour la période de 12 mois allant du 13 juillet 1998 au 30 juin 1999. Les dépenses prévues sont estimées à un montant brut de 24 323 500 dollars (montant net : 23 472 800 dollars), comprenant le montant brut de 783 700 dollars (montant net : 768 100 dollars) correspondant au déploiement du groupe de liaison militaire et de conseillers pour les questions de sécurité pour la période du 17 avril au 12 juillet 1998, mentionné plus haut au paragraphe 4.

7. Le Comité consultatif note, dans l'annexe I au rapport du Secrétaire général, que, sur le montant estimatif brut des dépenses prévues (24 323 500 dollars) (montant net : 23 472 800 dollars), un montant brut de 783 700 dollars (montant net : 768 100 dollars) se rapporte à la période du 17 avril au 12 juillet 1998 (annexe I, col. 3), tandis qu'un montant brut de 14 084 900 dollars (montant net : 13 692 900 dollars) correspond à la période du 13 juillet 1998 au 13 janvier 1999 (annexe I, col. 6). Comme l'indique la colonne 7 de l'annexe I, le montant brut des dépenses prévues au titre du fonctionnement de la MONUSIL du 14 janvier au 30 juin 1999 est estimé à 9 454 900 dollars (montant net : 9 011 800 dollars), ce qui équivaut à un montant brut de 1 688 375 dollars par mois (montant net : 1 609 250 dollars).

8. Les ressources demandées par le Secrétaire général dans son rapport doivent permettre de financer le déploiement progressif de 188 militaires et civils, à savoir 85 observateurs militaires, y compris une unité médicale de 15 personnes, 5 conseillers de police civile, 50 fonctionnaires internationaux (23 administrateurs, 18 agents du Service mobile et 9 agents des services généraux) et 48 agents locaux.

9. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 8 de son rapport, les 15 membres de l'unité médicale et la

plupart des membres du personnel d'appui ont été déployés en août 1998. L'annexe V du rapport présente le calendrier de déploiement du personnel militaire et civil pour la période du 13 juillet 1998 au 30 juin 1999. Néanmoins, le Comité consultatif a été informé que, compte tenu des paragraphes 13 et 52 du rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/1998/960), en date du 16 octobre 1998, les deuxième et troisième phases du déploiement des observateurs militaires avaient été reportées, ce qui se traduisait par des réductions de coûts d'un montant total de 241 500 dollars au titre des dépenses afférentes au personnel militaire. Le Comité a également été informé que, sur la base d'informations révisées communiquées par le Comité des commissaires aux comptes, le montant prévu au titre de la vérification des comptes pourrait être réduit de 4 700 dollars.

10. Le Comité consultatif note, au paragraphe 16 du rapport du Secrétaire général (A/53/454), qu'au 28 septembre 1998, une contribution volontaire d'un montant de 832 150 dollars avait été reçue aux fins d'appuyer les activités exposées au paragraphe 15 du rapport. En réponse aux questions qu'il a posées, le Comité a été informé que cette contribution n'avait pas encore été utilisée.

11. Comme le Secrétaire général l'indique au paragraphe 17 de son rapport, un accord sur le statut de la Mission a été signé entre le Gouvernement sierra-léonais et l'ONU le 29 juillet 1998. Le Comité consultatif a été informé que, jusqu'ici, le Gouvernement n'avait pu fournir aucune contribution sous forme de locaux; la Mission, qui précédemment partageait des locaux avec d'autres organismes des Nations Unies, a ensuite déménagé dans des locaux distincts, qui sont loués.

12. Le Comité consultatif note, au paragraphe 19 du rapport du Secrétaire général, qu'environ 49 % des prévisions de dépenses totales pour la période du 13 juillet 1998 au 30 juin 1999 sont fondées sur les ratios et coûts standard figurant dans le manuel des ratios et coûts standard, les 51 % restants concernant les besoins propres à la Mission.

13. On trouve dans le tableau de la section B de l'annexe II du rapport des informations sur les dépenses prévues non renouvelables. Le Comité consultatif a été informé qu'en règle générale, les chiffres indiqués dans la colonne 6 de ce tableau (coût total) incluaient des articles qui existaient déjà dans le stock actuel de la Mission. Ainsi, le montant de 142 800 dollars correspondant aux 84 ordinateurs signalés dans la colonne 4 (nombre total d'unités supplémentaires) inclut les 37 unités indiquées dans la colonne 1 (nombre actuel). Le Comité a été informé que, lorsque le chiffre de la colonne 1 (nombre actuel) dépassait celui de la colonne 4 (nombre total d'unités supplémentaires), cela signifiait que

la Mission avait reçu du matériel de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi.

14. Le Comité consultatif a eu communication de la répartition des 84 ordinateurs, et a été informé que 8 d'entre eux seraient gardés en réserve. Le Comité recommande que, dans la mesure du possible, on utilise le matériel disponible à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour le traitement des données, les communications et autres besoins connexes.

15. En ce qui concerne les opérations aériennes, le Comité consultatif note (annexe II, sect. C, rubrique 6, par. 22) qu'un avion B-200 est arrivé dans la zone de la mission le 20 juillet 1998 et un hélicoptère MI-8 le 20 septembre 1998. Le Comité recommande que les heures de vol de ces appareils et les dépenses correspondantes fassent l'objet d'un contrôle suivi, dans un souci d'efficacité maximum pour la Mission.

16. Le Comité consultatif note (annexe II, sect. C, par. 12) qu'un montant de 327 600 dollars est prévu au titre des frais de voyage des membres d'équipes techniques appelés à se rendre dans la zone de la mission. Le Comité consultatif pense que, dans certains cas, les itinéraires des intéressés pourraient être combinés, de manière à réaliser des économies sans nuire à l'efficacité.

17. S'agissant des décisions que l'Assemblée générale devra prendre, compte tenu des observations qu'il a formulées plus haut dans les paragraphes 12 à 15, le Comité consultatif recommande que l'Assemblée crée pour la MONUSIL un compte spécial aux fins de la comptabilisation des recettes et des dépenses au titre de la Mission d'observation, qu'elle ouvre un crédit d'un montant brut de 22 millions de dollars pour la période du 13 juillet 1998 au 30 juin 1999 – comprenant le montant brut de 783 700 dollars (montant net : 768 100 dollars) se rapportant à la période du 17 avril au 12 juillet 1998 – et qu'elle mette en recouvrement le montant correspondant, sous réserve de la prorogation du mandat de la MONUSIL par le Conseil de sécurité au-delà du 13 janvier 1999.

Annexe

Lettre datée du 13 août 1998, adressée au Secrétaire général par le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la lettre du Contrôleur datée du 30 juillet 1998, demandant au Comité l'autorisation d'engager des dépenses dont le montant brut ne dépasserait pas 10 624 200 dollars (montant net : 10 409 500 dollars) au titre de l'établissement et du fonctionnement de la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (MONUSIL) pour la période du 13 juillet au 13 novembre 1998, afin de faire face aux besoins immédiats et essentiels liés au démarrage de la Mission.

Le Comité note que cette demande découle de la résolution 1181 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 13 juillet 1998, dans laquelle le Conseil a décidé, entre autres, de créer la MONUSIL pour une période initiale de six mois, prenant fin le 13 janvier 1999, afin d'exécuter le mandat énoncé dans ladite résolution. L'autorisation d'engager ces dépenses est demandée conformément à la section IV de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994, relative aux aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix.

Le Comité consultatif vous autorise à engager des dépenses jusqu'à concurrence d'un montant brut de 10 624 200 dollars (montant net : 10 409 500 dollars), afin de faire face aux besoins immédiats liés au démarrage de la MONUSIL pour la période du 13 juillet au 13 novembre 1998, en attendant que l'Assemblée générale examine le rapport détaillé sur le financement de la Mission qui lui sera présenté à sa cinquante-troisième session.

Le Président
(Signé) C. S. M. Mselle